



Sud Enseignement privé

## Une Enième réforme des lycées ou une casse généralisée ?

Suite au rapport Mathiot, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Education Nationale, annonce, pour le 14 février, la présentation de son projet de réforme des lycées.

Simultanément, le 1er ministre et le ministre des comptes publics prévoient un recrutement massif de contractuel-les dans la fonction publique ainsi qu'une mesure baptisée "plan de départs volontaires" qui semble clairement s'apparenter à un plan de licenciements.

Le gouvernement chercherait-il à faire des économies au détriment des fonctionnaires et assimilé-es comme tel-les? Très certainement et c'est ce que nous lisons aussi entre les lignes de cette nouvelle réforme du lycée et du BAC.

### → Vers un lycée à la carte ?

Le rapport Mathiot préconise d'en finir avec les filières pour instaurer un lycée semestrialisé et modulaire. Les élèves pourront choisir des matières majeures et mineures.

On s'oriente vers une atomisation des parcours de formation, la fin du groupe classe qui accompagne la fin de la notion d'équipe pédagogique.

### → Vers une généralisation de la sélection à l'entrée à l'université...

Dès cette année, la BAC ne sera plus suffisant pour accéder à l'université. Attendus différents d'un établissement à un autre, lettre de recommandation, engagements associatifs sont demandés par les universités. Nous ne sommes qu'au début du processus de sélection, processus qui doit être rapproché de la pénurie des moyens attribués à l'enseignement supérieur.

### → Pour une école démocratique

La situation actuelle est loin de nous satisfaire. Même les enquêtes PISA montrent que le système scolaire français reste très sélectif.

Actuellement l'université française n'accueille que 11% d'enfants d'ouvrier-es.

**Le 6 février,  
tous-tes en grève.  
Manifestations  
intersyndicales,  
partout en France.**



### → Vers la casse du BAC...

Le ministre l'a annoncé : le BAC ne comportera plus que quatre épreuves terminales. On s'oriente donc vers un diplôme « maison » dépendant de l'établissement où il sera passé. En conséquence, il y aura une augmentation de la concurrence entre lycées, une responsabilité accrue des élèves et de leur famille en matière d'orientation. Ceux-ci choisiront les « bons » établissements plus susceptibles de leur permettre l'accès à l'enseignement supérieur. Avec l'instauration du contrôle continu, l'évaluation des élèves va devenir une source de tension de plus en plus prégnante pour les enseignant-es. Il est aussi à craindre les « amicales » pressions des chefs d'établissements auprès des collègues s'agissant des notes attribuées.

### → Vers une dégradation de nos conditions de travail...

Le ministre annonce des CCF (Contrôles en cours de formation) pour évaluer des matières non choisies au BAC. Ces CCF déjà bien connus de nos collègues de LV, LP et LT se traduiront par une forte augmentation de notre temps de travail.

#### **Notre temps de travail annualisé.**

Proposée par le Sénat en octobre 2017, l'annualisation du temps de travail est un risque majeur de cette réforme. Déjà appliquée dans l'enseignement agricole, cette contre-réforme équivaldrait à au moins deux heures de travail hebdomadaire en plus....sans hausse des salaires, il va s'en dire !

## Les autres mesures annoncées ou en passe de l'être....

### → Vers une casse des textes protecteurs des fonctionnaires...

Après les deux lois travail, le gouvernement annonce déjà sa volonté de remettre en cause l'ensemble des statuts et réglementations qui s'appliquent aux fonctionnaires en recrutant désormais des contractuels tout en lançant un plan de départs volontaires. Bien entendu, à suivre, l'attaque du régime de retraite. On parle de « retraite notionnelle » : chaque retraité-es verrait son capital retraite divisé en fonction du nombre d'années d'espérance de vie qu'il ou qu'elle aurait au moment de son départ en retraite. Une nouvelle forme de discrimination envers les femmes !

### → Vers une réforme de l'université?

Le BAC va devenir un outil sophistiqué au service des entreprises afin d'asseoir un mode de sélection et ce de manière pérenne.

Déjà aujourd'hui, l'université n'a plus les moyens d'accueillir l'ensemble des élèves issu-es du BAC. Cette réforme du BAC va aussi impacter fortement sur les représentations faites de l'université en imposant une vision de plus en plus financière.

Sélections des étudiant-es, concurrence renforcée des chercheur-es en eux, le tout afin de se maintenir au niveau de performance des universités étrangères.

### → Vers la casse des lycées professionnels...

Le gouvernement annonce une réforme de la formation professionnelle avec la généralisation de l'alternance avec de facto, un contrôle renforcé du patronat. Les diplômes seraient remplacés par la notion de compétences (provisaires). Quelle place restera pour les lycées professionnels dans cette nouvelle contre-réforme ? Il est fort à parier que des réductions de service voient le jour. Dans l'enseignement privé où la garantie de l'emploi n'existe pas, celles-ci risquent de se traduire par des pertes sèches de contrat.

**C'est dès maintenant qu'il faut agir et nous mobiliser avec l'intersyndicale FSU, FERC CGT, SUD Education, le SUNDEP-Solidaires SUD Enseignement Privé, la FCPE, Solidaires Etudiante, l'UNEF, l'UNL.....**

pour nous / pour nos enfants / pour nos élèves

**MOBILISATION GENERALE**

**CONTRE la sélection sociale  
des moyens pour l'éducation**

**Solidaires**  
Union syndicale

☎ : 06 85 33 91 12 📧 : [sundep@laposte.net](mailto:sundep@laposte.net)  
Site : <http://www.sundep.org>

